

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Interview d'un dirigeant du Mouvement des Travailleurs
Ruraux Sans Terre du Brésil

Stérile : les pauvres s'organisent

- International -

Date de mise en ligne : lundi 29 septembre 2003

Démocratie & Socialisme

Brésil, l'un des dirigeants du Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre - MST, participe de l'Articulation des mouvements populaires, une nouvelle institution, et avertit : "Plus personne ne veut de panier-repas"

Les mouvements sociaux du Brésil se sont unis - comme ils ne l'ont jamais été dans l'histoire brésilienne - pour créer un parcours, entre les 8 et 13 septembre, vers une alliance populaire : une Articulation des Mouvements Sociaux, qui, d'ores et déjà, unit la Centrale Unique des Travailleurs - la CUT, l'Union Nationale des Etudiants - l'UNE, le Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre - le MST, les mouvements populaires suburbains, les pastorales sociales et les églises. L'un des organisateurs, tout comme d'autres mouvements, João Pedro Stédile - qui vient d'agiter les parlementaires, les ministres, les gouverneurs des Etats, ainsi que d'autres secteurs de la société brésilienne, la semaine dernière - ; annonce que les pauvres brésiliens sont mobilisés. Il affirme, même, qu'ils ne demandent plus de panier-repas ou un quelconque palliatif à leur faim endémique, "mais travail et dignité".

Dans une entrevue exclusive au Journal du Brésil, l'économiste et figure centrale du Mouvement des Sans Terre en profite pour envoyer un message au ministre de l'Agriculture, Roberto Rodrigues. Stédile l'avertit qu'il n'est pas l'ennemi des "fazendeiros", qui se modernisent et rendent leurs terres productives. Ceux-ci, affirme-t-il, n'occupent que des fazendas d'au maximum 1.000 hectares. Ceux qui se trouvent être en point de mire du MST, d'après le dirigeant sans-terre, ce sont les "latifundiaires qui, à eux seuls, occupent près de 178 millions d'hectares". Il n'admet pas, non plus, qu'une seule entreprise soit propriétaire d'une "ferme" de plus de 2 millions d'hectares.

Stédile accuse les secteurs de la presse gaúcha [du 1er Etat exportateur de céréales, Rio Grande du Sud] de manipuler les informations de manière à créer un état d'instabilité politique dans tout le pays. Il croit, également, qu'il est encore trop tôt pour évaluer le gouvernement Lula car il attend, au 2ème semestre, le démarrage de la réforme agraire. Ni le président de la république brésilienne, ni le Parti des Travailleurs, ni une quelconque autre force politique du pays, d'après Stédile ; n'est capable d'empêcher que la détermination des mouvements sociaux ne conquiert ce qu'ils considèrent de droit, aussi bien dans les campagnes que dans les villes brésiliennes.

- ▶ Qu'est-ce qui a été, exactement, dit dans cette réunion avec les gens du MST et que vous avez considéré avoir été distordu par la presse gaúcha ?
- ▶ J'ai fait un long exposé, de 40 minutes, dans lequel j'ai expliqué l'origine du latifundium au Brésil. J'y ai exposé les occasions historiques où la société brésilienne a laissé passer l'occasion de faire la réforme agraire. Comme, par exemple, lors de la libération des esclaves, en 1888 ou en 1930 et en 1964. Toutes les sociétés modernes et industrialisées sont parvenues à ce stade parce qu'elles ont, auparavant, démocratisé la propriété de la terre. J'ai ajouté que, malheureusement, c'est ce pervers héritage, de plus de 500 ans, qui a produit une société inégale et contradictoire. Maintenant, d'un côté, nous avons 1% de grands propriétaires, ce qui fait près de 26 mille latifundiaires qui possèdent, à eux seuls, 178 millions d'hectares. D'un autre côté, nous avons 23 millions de pauvres qui vivent dans les campagnes. L'inégalité sociale, qui a été produite, est si grande et si injuste qu'elle a fini par produire une nouvelle conjoncture favorable. Il y a, aujourd'hui, un tel rapport de forces qu'il expose, au grand jour, cette incroyable différence sociale.
- ▶ Comment un tel malentendu est-il arrivé ?
- ▶ J'ai, également, ajouté que c'est très facile de faire la réforme agraire car dans chaque latifundia nous pouvons, très facilement, y installer plus de mille personnes. Qui, elles, sont bien plus fortes et bien plus importantes qu'un seul latifundiaire. En plus, nous avons un gouvernement populaire, qui est engagé avec la réforme agraire. Ce petit phoque [diminutif pour reporter débutant] mal intentionné a enregistré l'exposé et l'a envoyé à ses chefs, qui "y ont découvert" une déclaration de guerre. Du point de vue, purement, journalistique, nous avons, ici, la situation, exemplaire, d'un absolu manque d'éthique professionnelle ; au-delà d'avoir été une honteuse et coutumière manipulation des faits, de la part de la presse de l'Etat du Rio Grande du Sud.
- ▶ Est-ce qu'il y a eu, à votre opinion, une manoeuvre délibérée de la part des secteurs de la presse, pour causer une instabilité sociale dans le pays ?

- ▶ Dans le cas spécifique du Rio Grande du Sud, nous avons affaire à un véritable monopole des moyens de communication et à la pratique a-éthique d'une presse qui attaque, constamment, les travailleurs et la gauche. Ils sont devenus un vrai parti au service de la droite gaúcha. Ils ont rendu la vie du gouverneur Olívio Dutra, infernale, et ils ont, y compris, manipulé les sondages électoraux des dernières élections. Dans le cas de ce qu'on appelle la grande presse brésilienne, il est évident qu'il s'agit d'une presse bourgeoise qui défend, uniquement, les intérêts de la classe dominante. Ils font semblant de se faire concurrence, entre eux, mais, en vérité, c'est un vrai monopole. Il y a aussi des "latifundia" dans les moyens de communication brésiliens. Maintenant, avec le gouvernement Lula, cette presse a un projet très clair. Elle essaie, sans cesse, de créer de faux climats de tension sociale afin de maintenir le gouvernement Lula sur la défensive pour qu'il ait peur des changements.
- ▶ De quelle forme cela arrive-t-il, selon vous ?
- ▶ Systématiquement, ils criminalisent tous les mouvements sociaux qui luttent pour leurs droits. Ils cachent la gravité de la crise sociale, conséquence du modèle néolibéral qu'ils ont défendu, avec enthousiasme, pendant les huit années de pensée unique que nous avons eues. Ils font du sensationnalisme avec les déclarations. Les lecteurs doivent, certainement, se rappeler le climat qu'ils ont créé pendant le dernier carnaval de Rio, en y exigeant l'intervention de l'armée. Cela n'a, en rien, résolu la violence dans le Rio de Janeiro qui est restée la même. Ensuite, un seul mot de Lula sur le Judiciaire s'est, presque, transformé en crise institutionnelle. Dernièrement, on a vu ce qu'ils ont fait avec les sans-logis, à qui ils ont fait porter le chapeau de l'assassinat, lamentable, d'un photographe à São Paulo. C'est dans ce contexte-là qu'a eu lieu la manipulation de mon exposé.
- ▶ Comment voyez-vous la position du MST dans le contexte politique national ?
- ▶ Nous avons hérité de 12 années de gouvernements qui ont appliqué un modèle néolibéral. Ce qui n'a fait que faire, encore, augmenter la pauvreté, les inégalités sociales et le chômage. La crise est si profonde, au Brésil, qu'il y a eu une baisse du mouvement de masse. Dans le fond, l'échec politique de la classe travailleuse est devenu si grand que les gens, pour survivre, sont partis en quête de solutions individuelles. Pire : ils n'ont rien trouvé.
- ▶ Et maintenant ?
- ▶ Nous, nous trouvons dans une situation très difficile. La classe dominante, qui a accumulé beaucoup d'argent pendant toutes ces années, sait très bien que les différences sociales aient augmenté. C'est pour cela qu'elle a tellement peur qu'il y ait une nouvelle ascension du mouvement de masse. Elle sait que, s'il y a ce mouvement de masse, le gouvernement Lula va virer plus à gauche, qu'il changera de modèle. C'est pour cela qu'ils tentent de criminaliser ces mouvements, y compris dans la presse, et qu'ils usent de tout leur pouvoir idéologique pour éviter qu'il y ait des mobilisations sociales. Ce n'est seulement que de cette manière-là qu'ils pourront continuer à maintenir leurs privilèges ; en recyclant, à peine, le modèle néolibéral.
- ▶ Comment s'insèrent, alors, les mouvements sociaux dans ce contexte ?
- ▶ De notre côté, dans les mouvements et dans les milieux intellectuels, nous savons que les mouvements sociaux jouent un rôle civilisateur. Parce qu'ils organisent le peuple. Parce qu'ils donnent une conscience à la lutte sociale. Là, où le peuple ne parvient pas à organiser de mouvement social, c'est la barbarie. C'est ce qui fait prévaloir la violence individuelle ou la quête de solutions, religieuses et miraculeuses, qui n'existent pas. Ce qui fait défaut, dans notre pays, c'est la démocratisation des moyens de communication de masse et, tout en même temps, un grand débat dans la société brésilienne : quel projet voulons-nous pour sortir de cette crise qui nous est imposée par le modèle économique ? C'est cette crise sociale-là qui s'approfondit de plus en plus.
- ▶ Craignez-vous l'affrontement entre le gouvernement et le MST à cause des occupations qui sont réalisées dans le pays ?
- ▶ Au contraire, nous sommes optimistes en ce qui concerne la réforme agraire, pour différentes raisons. D'abord, le

gouvernement sait que l'agriculture et la réforme agraire sont les seules issues qui nous restent. Avec les grands travaux publics. Pour gérer des emplois pour les gens pauvres, en peu de temps, à bas prix, et par millions. Par exemple, lorsque nous installons un million de familles, nous créons près de 3,5 millions d'emplois directs et, sans doute, près de 2 millions d'emplois indirects, dans le commerce et dans l'industrie. Ensuite, il y a un compromis historique des gauches, du gouvernement et du propre Lula sur la nécessité de la réforme agraire, dans le pays. Il y a l'appui décisif, de toute la société brésilienne, pour que les latifundia soient désappropriés.

- ▶ Quel rôle le MST joue-t-il dans ce contexte ?
- ▶ Le rôle du Mouvement des Sans Terre c'est, justement, d'organiser les pauvres ; de donner une conscience aux pauvres, pour que leur sortie de la pauvreté se fasse de manière organisée, civilisée. Sans le MST, ils iront tous dans les villes, dans les favelas [bidonvilles], par milliers.
- ▶ J'aimerais que vous définissiez, le plus clairement possible, qu'est-ce que c'est qu'un latifundium et, principalement, qu'est-ce qu'un latifundium improductif.
- ▶ Le mot latifundium vient du latin. C'est une grande extension de terre dont la propriété appartient à une seule personne. Depuis le Statut de la Terre, nous avons la définition juridique de ce qu'est un latifundium, par exploitation ; ce sont toutes les propriétés qui produisent, en dessous de leurs potentialités, et qui ne gèrent aucun progrès pour la société. Le concept de grande propriété improductive a été introduit dans la nouvelle Constitution et dans la Loi Agraire de 1993. Depuis, des modules moyens de mesure des propriétés ont été établis. En général, les grandes propriétés, au Brésil, ce sont celles qui ont plus de mille hectares. Les improductives, ce sont celles qui n'accomplissent pas leur fonction sociale, ce qui est parfaitement mesurable par leur basse productivité, elles ne respectent pas les lois travaillistes ni l'environnement. Ce sont celles, aussi, qui sont utilisées à des fins illicites, comme le travail esclave, la plantation de drogues, la contrebande etc.
- ▶ C'est cela que défend le MST ?
- ▶ Comme je l'ai déclaré à Canguçu, c'est cela la politique du MST. Nous défendons que le gouvernement désapproprie les plus grands latifundia ; toutes les fazendas au-dessus de 2 mille hectares, qui possèdent des terres fertiles et qui sont proches des marchés, pour y intégrer les travailleurs dans la société. Personne, en toute conscience, ne peut accepter qu'une seule personne soit propriétaire de 5, 10, 50 mille hectares. Personne, en toute conscience, ne peut admettre que les entreprises étrangères soient propriétaires de plus de 30 millions d'hectares. Alors qu'il y a autant de brésiliens sans un seul lopin de terre. Personne, en toute conscience, ne peut admettre qu'une entreprise canadienne d'aluminium possède 25 mille hectares des meilleures terres paulistes. Encore moins, accepter que l'entreprise de construction CR Almeida possède plus de 2 millions d'hectares de propriété foncière, officiellement enregistrés au cadastre immobilier, et tout, et tout.
- ▶ Question posée par l'éditrice exécutive du Journal du Brésil, Sônia Araripe : "Frei Betto a déclaré au JB que nous devons garder le pessimisme pour les beaux jours. Mais, comme il voit le cadre de tension sociale augmenté, les invasions des sans-logis, l'aggravation du chômage... Le MST ne serait-il pas en train de pousser le Parti des Travailleurs, le gouvernement, vers un dangereux abîme sans retour ?"
- ▶ Les mobilisations sociales sont le fruit de la contradiction qui existe dans notre société. D'une part, nous avons une société riche et, d'autre part, nous avons des millions de pauvres. Comment les pauvres peuvent-ils résoudre l'accès aux services publics et à leurs droits fondamentaux ? En s'organisant et en luttant. Au Brésil, des millions de pauvres luttent pour leurs droits républicains : avoir du travail, de la terre pour y travailler, un logement, une éducation. Seulement ça. Le pauvre ne veut plus de panier-repas. Il veut du travail. Les élites brésiliennes ne le laissent pas travailler. Alors, de plus en plus, les pauvres s'organisent et luttent pour leurs droits. C'est un geste civilisateur, républicain, si vous voulez. Seul le commentateur Arnaldo Jabor entrevoit du socialisme et du gauchisme là-dedans. C'est parce qu'il est spécialiste en cinéma, pas en peuple.
- ▶

Quel est le rôle du gouvernement dans toute cette histoire ?

- ▶ Un gouvernement populaire, comme celui du gouvernement Lula, a besoin que le peuple s'organise, sinon, il deviendra l'otage des pressions des banquiers, des grandes entreprises de construction, du capital étranger, des propriétaires des moyens de communication. Pire encore : des parlementaires conservateurs qui ne représentent que l'élite brésilienne. L'aller sans retour que nous désirons construire, pour accepter la provocation, c'est le parcours du changement de modèle économique. Maintenir l'actuelle politique économique et le modèle néolibéral que nous avons hérité des tucanos [oiseau tropical symbole du Parti de la Sociale Démocratie brésilienne - PSDB, créée par l'ex président Fernando Henrique Cardoso - FHC], celle-là, oui, c'est l'autoroute de l'abîme. Pourquoi apporter la tragédie, une Argentine, jusqu'ici ?
- ▶ La lutte des sans-terre, des sans-logis, est antérieure au gouvernement du Parti des Travailleurs. Beaucoup de pétistes se sont formés dans ce milieu. Croyez-vous que le Parti des Travailleurs puisse abdiquer de ces mouvements par pression financière et politique, nationale et internationale ?
- ▶ Cela ne dépend pas des dirigeants, ni du Parti, dans son ensemble... Les changements, à la rigueur, ne dépendent même pas du président Lula. Les changements sociaux, dans ce pays, dépendent de la capacité du peuple à s'organiser. Si le peuple s'organise et se mobilise pour ses droits. Lesquels, comme je l'ai, déjà, souvent dit et répété, datent de la révolution française -, nous aurons, alors, un gouvernement progressiste et un Parti des Travailleurs au côté du peuple. Par contre, si le peuple ne se mobilise pas au cours de ces 4 prochaines années, alors là, oui, nous aurons un cadre très pessimiste.
- ▶ Vous croyez que le président Lula est suffisamment fort pour pouvoir affronter tous ces obstacles ?
- ▶ C'est très précisément pour cela qu'il a besoin que le peuple ait conscience des problèmes et des vraies issues. Le gouvernement a besoin que le peuple se mobilise et qu'il lutte. C'est de ce processus d'ample mobilisation sociale que viendra la force nécessaire pour que le gouvernement affronte les intérêts des puissants, ceux de ceux qui ne veulent pas perdre leurs privilèges. Seule la force de millions de brésiliens, mobilisés et avec une conscience politique, pourra aider le gouvernement à affronter ces intérêts et à changer l'actuel modèle économique. Nous gardons l'espoir. Le peuple brésilien est énergique, il a une très grande expérience organisatrice. Sauf que nous sommes en régression en ce qui concerne le mouvement de masse !
- ▶ Pourtant ces mouvements de masse sont organisés ?
- ▶ Nous sommes en train de construire une énorme alliance populaire, l'Articulation des Mouvements Sociaux, qui unie la Centrale Unique des Travailleurs - la CUT, l'Union Nationale des Etudiants - l'UNE, le Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre - le MST, les mouvements populaires suburbains, les pastorales sociales, les églises... Nous allons réaliser, lors de la semaine du 8 au 13 septembre, un grand parcours national, en défense de notre souveraineté nationale, pour un nouveau projet de développement, où il y ait du travail et une distribution de revenus.
- ▶ Qui ou quels sont les principaux ennemis du MST ?
- ▶ Les ennemis du MST, ce sont les mêmes ennemis du peuple brésilien et des pauvres. Notre ennemi, c'est le capital spéculatif étranger qui vient, jusqu'ici, seulement pour nous exploiter. Nos ennemis, ce sont les banquiers, qui n'ont jamais gagné autant d'argent comme pendant les 8 dernières années de l'ère FHC. Notre ennemi, c'est le plan stratégique que les multinationales américaines ont créé pour contrôler notre économie et notre Amazonie, nos richesses, avec la Zone de Libre Echange des Amériques - la ZLEA.
- ▶ Il y a encore quelqu'un sur cette liste ?
- ▶ Les grands latifundiaires improductifs, qui possèdent des fazendas au-dessus de 2 mille hectares et qui, en gros,

se dédient à l'élevage extensif. Tous ceux pour qui la terre n'est devenue qu'une réserve de valeur. Je profite de l'occasion pour envoyer un message à notre illustre ministre de l'agriculture, Roberto Rodrigues, un bon agronome mais qui n'y comprend, absolument rien, en classes sociales : ne vous inquiétez pas, Monsieur le Ministre, vous n'êtes pas notre ennemi. Nous savons que vous ne représentez que la fraction de bourgeoisie agraire qui a modernisé ses fazendas pour qu'elles soient productives. Elle ne possède que des propriétés qui ont, en règle générale, entre 100 et 1.000 hectares. Ce dont vous avez besoin, Monsieur le Ministre, c'est de convaincre votre base sociale que l'issue de l'agriculture brésilienne ce n'est pas l'exportation, mais le marché interne. Le plus grand marché en puissance du monde, ce sont les 110 millions de brésiliens qui s'alimentent mal. Arrêtez de vous faire des illusions et d'exporter du soja et du sucre : les deux seules cultures qui ont augmenté leur surface cultivable ces dix dernières années. Toutes les autres cultures, au Brésil, n'ont fait que diminuer. Aidez-nous à développer notre souveraineté en aliments, en marché interne et en agriculture familiale.

Quelles sont les autres actions que le MST a prévues pour le 2ème semestre ?

- ▶ Aucun mouvement social ne peut prévoir ses actions. Le Mouvement des Sans Terre, comme n'importe quel autre mouvement social, réalise un travail permanent, infatigable, par ses militants sociaux : organiser les pauvres, élever le niveau de conscience. Dans chaque région, les travailleurs décident quoi faire pour résoudre leurs problèmes. Dans le fond, la propre réforme agraire, elle-même, n'est qu'un moyen de garantir du travail, dans la terre, aux pauvres des campagnes. Et aussi, nous contribuons à la campagne nationale contre la Zone de Libre Echange des Amériques - ZLEA ; pour réunir des signatures et les envoyer au Congrès National, pour que le droit du peuple brésilien de décider, lui-même, de l'entrée, ou pas, dans cette zone-là, soit garanti.
- ▶ Les sans-terre veulent de la terre ou la révolution socialiste au Brésil ?
- ▶ Il y a une très grande confusion parmi les analystes et les sociologues sur la nature actuelle des mouvements sociaux au Brésil. Qu'est-ce qui se passe, en fait ? Il se passe que la tradition de la gauche mondiale, et même la forme comme la sociologie classique interprétait les mouvements sociaux, c'était d'après des manuels. Il y avait des regroupements par, justement, groupes sociaux, par secteurs. Et, en général, ces groupes sociaux n'avaient que des intérêts purement corporatifs. Seulement ceux de leur propre groupe. Ils étaient, idéologiquement, dirigés par les partis, soit de gauche, soit de droite, soit par l'Eglise. Avec l'avènement de l'étape actuelle, le capitalisme contrôlé par le capital financier et sans plus aucun investissement dans l'industrie, les classes et les groupes sociaux subalternes se sont mélangés. Ils ont perdu leur nette configuration d'intérêts particuliers. Sous une autre optique, le propre capitalisme a, également, beaucoup aidé à politiser la situation. Regardez, les sans-logis à São Bernardo, ils ont eu besoin d'occuper un terrain inoccupé appartenant à une multinationale allemande. D'autre part, la forme classique selon laquelle les partis et l'église ont, idéologiquement, contrôlé les mouvements est, elle-même, également, entrée en crise. Alors, un nouveau type de mouvement social s'est créé, comme le Mouvement des Sans Terre et tant d'autres, au Brésil et dans le monde entier. Partout où les mouvements sociaux ne sont plus, seulement, corporatifs, mais où ils ont une plus grande conscience sociale. Ils ont des formes bien plus amples de s'organiser. Ils incorporent un projet de société au débat. C'est ce modèle économique qui gère la pauvreté, la misère et l'exclusion. C'est cela qui politise. De cette manière-là, idéologiquement, ils ont cessé d'être les courroies de transmission des partis ou des églises. Maintenant, ils ont acquis une autonomie. C'est cela qui dérange, tellement, parce que ce n'était écrit, nulle part, dans aucun manuel d'instruction, que les pauvres pourraient, un jour, avoir une autonomie idéologique. Alias, dans le cas brésilien, les élites acceptent que le pauvre lutte pour son panier-repas, mais elles n'acceptent pas qu'il ait des idées. Le peuple a très bien compris comment fonctionnent les mouvements sociaux. C'est lui qui les a créés, par sa pratique. Ceux qui ne les comprennent pas, ce sont les intellectuels académiques, ceux qui se trouvent être loin du peuple et se contentent de lire Habermas. Quant à la presse bourgeoise, pour pouvoir manipuler ses petits phoques, elles les transforment en idiots, sans aucun droit à la recherche.
- ▶ Et le socialisme, dans tout ça ?
- ▶ N'importe quel dirigeant politique, n'importe quel studieux, n'importe quelle personne du peuple, tout le monde sait qu'au Brésil, la question du socialisme ne se pose pas. Cela ne dépend pas de la volonté des gens. Ce que tous

les mouvements sociaux souhaitent, c'est un nouveau projet, économique et social, qui garantisse les droits fondamentaux de la terre, du travail, du logement, de l'éducation et de la culture. Ce que nous voulons, c'est construire une société basée sur les valeurs de la tradition humanitaire, de l'égalité, de la solidarité et de la justice. Voilà notre projet. Un projet populaire pour le Brésil.

- ▶ Le gouvernement Lula vient de compléter six mois. Quelle est votre évaluation de ce tout 1er semestre ?
- ▶ C'est difficile de faire un bilan en à peine 6 mois. Nous ne pouvons pas encore juger le gouvernement. Nous ne pouvons, à peine, qu'analyser 6 mois. Il y a, à l'intérieur du Parti des Travailleurs, au moins 5 évaluations différenciées sur le gouvernement. En ce qui concerne la réforme agraire, il n'a encore rien fait. Par contre, il a déjà fait quelque chose en ce qui concerne le crédit. Il est encore en train de ranger la maison. J'espère qu'au 2ème semestre, nous aurons, de fait, déjà conclu le Plan national de réforme agraire afin de pouvoir installer 1 million de familles ou plus, au long de ces 4 prochaines années. J'espère que l'Institut National de la Colonisation et de la Réforme Agraire - l'INCRA - sera renforcé et sera préparé comme doit l'être un grand organisme public de réforme agraire. Du point de vue général, le gouvernement a besoin de changer le modèle économique. Si le gouvernement, Lula et la gauche, ne changent pas de politique économique, ils vont se retrouver dans le ruisseau. Les pauvres, quant à eux, ils vont se retrouver dans la tragédie sociale. Notre effort, en tant que mouvement présent dans l'articulation des mouvements sociaux, c'est justement, d'organiser le peuple, de mobiliser le peuple pour aider le gouvernement à changer le modèle économique. C'est pour cela que nous disputons le gouvernement, pour qu'il adopte des politiques, économiques et sociales, qui aident vraiment à améliorer les conditions de vie de notre peuple.